

Nucléaire : Bercy enquête sur un partenariat entre EDF et la Chine

Le Monde.fr avec AFP | 24.12.2012 à 20h14 • Mis à jour le 24.12.2012 à 20h26



Henri Proglio, le PDG d'EDF, le 21 avril 2011. | AFP/PIERRE VERDY

L'Inspection générale des finances a engagé *"il y a quelques jours"* une enquête sur les conditions dans lesquelles le PDG d'EDF, Henri Proglio, a signé en novembre 2011 un partenariat entre EDF et son homologue chinois CGNPC, affirme [Le Canard enchaîné](http://www.lecanardenchaine.fr/) (<http://www.lecanardenchaine.fr/>) à paraître mercredi 26 décembre.

Bercy cherche à *"élucider les conditions dans lesquelles Proglio a signé en novembre 2011 un drôle de partenariat nucléaire entre l'électricien français et son homologue chinois, China Guangdong Nuclear Power Company (CGNPC)"*, écrit l'hebdomadaire. L'hebdomadaire satirique ajoute que *"de leur côté, les services de renseignement s'efforcent d'établir la nature des liens entre certains dirigeants d'EDF et leurs partenaires chinois"*.

Interrogés par l'AFP, ni Bercy ni l'entreprise n'étaient en mesure de commenter l'information dans l'immédiat.

"ACCORD CONFIDENTIEL TRIPARTITE"

L'hebdomadaire indique que le patron d'EDF a présenté *"quelques semaines avant la présidentielle, le 11 avril"* à ses administrateurs *"un accord de coopération avec Pékin"* pour la construction de centrales nucléaires équipées d'un nouveau réacteur, concurrent de l'EPR.

Selon *Le Canard enchaîné*, cet accord a été critiqué par l'Agence des participations de l'Etat, mis en question dans une note classée *"confidentiel-défense"* le 16 avril, puis bloqué le *"19 avril, à trois jours du premier tour de la présidentielle"* par le ministre de l'économie de l'époque, François Baroin.

Après une réunion du conseil de politique nucléaire en septembre sous l'autorité du président de la République, François Hollande, l'électricien français a fini par signer le 19 octobre avec Areva et CGNPC *"un accord confidentiel tripartite"*,

relève le *Canard enchaîné*.

EDF et Areva avaient démenti en octobre des articles du *Nouvel Observateur* et du *Canard enchaîné* selon lesquels EDF avait cherché à négocier un accord sur le nucléaire avec CGNPC dans le dos du gouvernement français et d'Areva, et qui aurait été très défavorable à ce dernier. Les deux groupes avaient assuré travailler en étroite collaboration sur ce projet de réacteur commun.

Energie(s)